

COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

Etienne Augris, Adeline Blaszkiewicz, Anne-Sophie Bruno, Pierre Bouillon, Régis Boulat, Paul Dietschy, Sylvain Dufraisse, Laure Machu, Frédéric Sallée, Charlotte Soria, Marie-Bénédicte Vincent et Alexis Vrignon.

Durée : 6 heures

Coefficient : 3

REMARQUES SUR LES COPIES

« Le défi communiste dans le monde 1919-1989 » : le sujet retenu pour la dissertation d'histoire contemporaine prenait cette année une dimension planétaire, renvoyant involontairement à l'actualité dramatique de l'année 2022. Il a été traité par 997 candidats (957 en 2021). La moyenne générale de 9 est en hausse par rapport à l'année précédente (8,65) avec un écart type de 3,80. On notera que le nombre de copies rendues est toujours en expansion (883 en 2020, 957 en 2021) et que le pourcentage de bonnes copies est en légère hausse : 12,1% dont la note est supérieure ou égale à 14 contre 11,60% en 2021. Les membres du jury ont eu le loisir de lire de très belles dissertations auxquelles ils ont pu attribuer la note de 19,5/20.

Cependant, comme pour les années précédentes, ils ont eu à déplorer un nombre important de copies courtes (environ 10-12 pages) présentant une chronologie ou une périodisation mal maîtrisées et proposant un traitement très général d'un sujet que l'on peut considérer comme assez classique. De même, un certain nombre de copies ont éludé la définition du sujet, notamment le terme « défi » et ses différentes dimensions (mouvement ouvrier, forme de parti politique, transformation de la société, de l'économie et de la culture, diplomatie et relations internationales). L'intitulé du sujet supposait également d'envisager la relation dialectique entre les promoteurs et les adversaires du défi communiste (partis, États, intellectuels), notamment les fascismes et les autoritarismes, ainsi que les grandes puissances occidentales. Le plan adopté révélait aussi la capacité à traiter de manière satisfaisante le sujet. Le plan thématique utilisé par certains candidat(e)s pour masquer les faiblesses des connaissances était évidemment à proscrire. L'amplitude chronologique et géographique du sujet requérait un plan organisant son traitement par période. La difficulté résidait ici dans la capacité à synthétiser et à traiter de manière égale l'histoire mondiale de ce défi communiste. Dans le cas d'un plan chronologique, la troisième partie a été souvent vite expédiée, notamment les années 1970-1980, voire la période post-1945. Outre le manque de connaissances, les copies déséquilibrées ou inachevées traduisent sans doute une mauvaise gestion du temps consacré à la réflexion sur le sujet et à l'écriture. Elles procèdent aussi des développements trop longs des premières sous-parties. De même, un certain nombre de copies ont proposé une trop longue introduction qui représente

parfois un quart du volume total. Un autre écueil à éviter résidait dans une approche très européo-centrée du sujet. L'Asie et l'Afrique ont souvent été négligées ou oubliées, sans compter l'Amérique latine. De même, il ne fallait pas comprendre le sujet sous l'unique angle des relations internationales et oublier la diversité du mouvement et des expériences communistes à partir de la Guerre froide. Enfin, on attendait de la part des candidats la rédaction d'une conclusion présentant les points essentiels développés dans la copie et s'achevant sur une ouverture.

Les membres du jury sont toujours sensibles à la qualité de l'écriture qu'il s'agisse tout simplement de la calligraphie, du vocabulaire (éviter les néologismes tels que « impacter »), de la grammaire et de l'orthographe (l'usage de l'accentuation ne semblant pas toujours être bien maîtrisé).

En tout cas, les copies satisfaisantes sont celles qui traitent de manière équilibrée et précise le sujet dans ses bornes chronologiques et ses différentes dimensions spatiales, croisant non seulement histoire du socialisme et du communisme, des relations internationales, mais aussi histoire culturelle et économique. Comme chaque année, le jury a pu prendre un grand plaisir à lire d'excellentes copies étayées par des connaissances précises et synthétiques et mobilisant à propos des références historiographiques. Ces dissertations ont su dépasser un traitement purement centré sur les relations internationales pour aborder des questions de politique interne – en URSS comme dans les pays où des partis et syndicats communistes importants s'étaient développés – de même que les circulations au sein du monde communiste et donc la diffusion du modèle d'abord soviétique puis chinois par exemple par le biais de voyages d'intellectuels. Ainsi, poser la question des défis en intégrant les aspects de politique internationale, de politique interne, de circulations de modèles et valeurs et donc de défi culturel, a permis de distinguer les meilleures dissertations.

Pour résumer, voici les principales attentes qui étaient celles du jury :

1) Une définition précise et extensive du sujet qui ne réduise pas celui-ci à la politique extérieure de l'URSS, encore moins à une description des évolutions internes de l'URSS. De fait, l'histoire de l'URSS en tant que telle n'est pas au programme et il s'agissait bien du défi communiste dans le monde. On attendait des candidats qu'ils intègrent les multiples formes qui l'incarnent. Quelles sont les ambitions / projets / projections / revendications / impératifs de ceux qui se réclament du communisme et comment les mettent-ils en œuvre ? Que représente le communisme pour ceux qui s'en déclarent les ennemis ou les adversaires et quelles relations décident-ils d'entretenir avec les puissances qui l'incarnent ?

2) Les candidats devaient également être attentifs aux évolutions et aux reformulations du défi communiste qui ne se déclinent pas de la même manière, dans les années vingt, après la Seconde Guerre mondiale ou encore dans les années soixante-dix. Le plan chronologique était le plus simple et logique (compte tenu de l'évolution). Dans le même ordre d'idée, le jury a valorisé les candidats qui ont pu traiter le sujet de manière chronologiquement équilibrée sans sacrifier certaines périodes, notamment les années vingt ou la fin de la période dont on peut supposer qu'elles seront moins connues.

3) Les meilleures copies ont su varier et articuler les échelles internationales et nationales. On ne pouvait pas attendre des candidats qu'ils maîtrisent les histoires nationales des différents pays européens. En revanche, ils pouvaient montrer, à partir de quelques cas, en partant principalement de l'exemple français ou italien, l'articulation entre les objectifs du communisme tels qu'ils sont formulés par le mouvement communiste international et les réalités sociales et politiques nationales.

4) À l'intérieur des dissertations, on devait pouvoir trouver les thèmes suivants, encore une fois traités forcément de façon inégale :

- Le communisme comme espoir et menace révolutionnaire à différents moments de la période ;

- La multipolarité du monde communiste, l'analyse des contestations et des luttes d'influence à l'intérieur de celui-ci ;

- La relation entre fascisme/ nazisme et communisme dans les années trente. Le fascisme ou le nazisme comme anticommunisme et la construction progressive du communisme comme antifascisme ;

- L'organisation du communisme à l'échelle internationale notamment l'importance des organisations internationales (Komintern puis Kominform) pour structurer le clan communiste, asseoir la domination soviétique, diffuser la propagande, etc. ;

- La séduction du modèle communiste (soviétique ou chinois) pour une partie des opinions publiques occidentales mais aussi pour les pays en voie de développement à partir de quelques exemples. Les candidats pouvaient ainsi montrer ce qu'incarne ou prétend incarner le communisme aux différentes périodes (un modèle de développement, le clan de la paix et de l'antiimpérialisme, une promesse d'émancipation, etc.) ;

- La puissance soviétique comme incarnation du défi communiste. L'évolution de ses objectifs en matière de politique extérieure (assurer sa sécurité et/ou étendre la révolution mondiale), son intégration progressive dans le jeu des relations internationales ainsi que la perception et le positionnement des autres puissances, notamment des puissances européennes pendant l'entre-deux-guerres puis des États-Unis à partir de la Guerre froide ;

- Les multiples dimensions de la rivalité et de l'affrontement avec le communisme.

PROPOSITION DE DEVOIR DÉVELOPPÉ SUR LE SUJET

L'introduction et la structure même du devoir peuvent servir de modèle, il va sans dire que le jury ne pouvait attendre les développements nombreux et denses qui sont proposés.

« Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! ». Ainsi s'achève le *Manifeste du parti communiste* publié par Karl Marx et Friedrich Engels en 1848. Si les deux premières internationales fondées en 1864, puis en 1889 tentent de mettre en œuvre ce projet, c'est la Troisième internationale créée le 2 mars 1919 à Moscou qui l'actualise véritablement autour d'un État né de la révolution d'Octobre 1917, d'une idéologie et d'un nouveau système économique, social et politique. Commence alors le siècle du communisme qui est aussi celui du défi lancé par les bolcheviks au monde. De fait, la Troisième internationale se propose de mener une révolution mondiale renversant les régimes politiques qu'ils soient républicains ou monarchiques, démocratiques ou autoritaires, et de lutter contre l'impérialisme. Le défi veut mettre à bas l'ordre politique, social et économique pour actualiser le projet marxiste-léniniste d'une société socialiste menant finalement à une société sans classe, la société communiste, terminaison de l'histoire. Comme l'exprime la célèbre affiche du Bloc national pour les élections législatives de 1919 figurant un bolchevik hirsute le couteau entre les dents, le défi communiste suscite autant l'effroi des gouvernements européens et d'une partie de l'opinion publique conservatrice, qu'il est aussi la « grande lueur levée à l'Est » pour les partis ouvriers et leurs militants et électeurs. S'il s'exprime de manière différente selon les périodes, quand il est incarné d'abord par l'URSS, avant d'essaimer après 1945 en Europe centrale et orientale et en Asie de l'Est, puis de devenir multipolaire à partir du début des années 1960, il perdure au moins jusqu'à la fin des années 1980, moment de la décomposition du bloc soviétique et de la chute du mur de Berlin. Le sujet invite donc envisager le rapport dialectique entre les États et partis qui ont porté le projet communiste, non seulement avec leurs adversaires démocrates, fascistes ou autoritaires, mais aussi avec ceux et celles, pris individuellement ou collectivement, intellectuels, artistes, sportifs ou simples citoyens, qui ont subi sa fascination. On envisagera donc le défi communiste au travers des modalités de sa mise en œuvre, des réactions qu'il a suscitées, de la manière dont il a reconfiguré les relations internationales et la géopolitique mondiale entre logiques de puissance et choc des idéologies et des représentations.

Dans une première partie, nous verrons comment, de 1919 à 1941, le projet d'une Troisième internationale porteur d'une révolution mondiale se transforme en projet d'abord national autour de la défense du socialisme dans un seul pays. L'URSS, suscite alors la haine et l'obsession des mouvements, partis puis régimes fascistes, ainsi que la répression les régimes autoritaires, tout en subvertissant autant que ses ennemis nazis et fascistes les relations internationales. Le défi communiste est aussi un défi culturel jusque dans les arts, les lettres ou encore le sport.

Dans un second temps qui court de 1941 à 1968, il sera question de l'expansion du défi communiste dans le monde depuis la Grande Guerre patriotique jusqu'à l'année 1968. Désormais, le défi communiste est aussi celui d'une superpuissance disposant de l'arme nucléaire, protégée par un glacis de démocraties populaires sur son flanc occidental et pouvant compter sur des alliés en Asie de l'Est (Chine populaire, Corée et Vietnam du Nord). Mais cette

extension conduit également à une fragmentation du projet communiste et à la naissance d'un communisme multipolaire. De même, ces décennies voient aussi la contestation du communisme à l'intérieur de son propre espace.

Enfin de 1968 à 1989, nous envisagerons la manière dont l'URSS, profitant de l'affaiblissement temporaire des États-Unis, relance le défi communiste sur le terrain de la géopolitique, jusqu'en Afrique et en Afghanistan, au temps de la Guerre fraîche, à un moment paradoxal qui voit la perte d'influence des intellectuels et de la pensée marxiste. Les années 1980 sont finalement celles de l'automne du communisme dont le système économique et social grippé et soumis au défi technologique américain est conduit à la fin du bloc soviétique et, donc, du défi communiste même si certains États comme Cuba, la Corée du Nord, la République populaire de Chine ou le Vietnam veulent rester fidèles à l'idéologie communiste au moins sous la forme d'un État policier.

I - 1919-1941 : le défi communiste de la révolution mondiale au socialisme dans un seul pays

1- 1919-1921 : L'espoir d'une révolution mondiale

a - « 1919 année révolutionnaire »

1919 apparaît en Europe comme une année révolutionnaire. Partout des mouvements de grève éclatent. L'effondrement des Empires centraux provoque l'apparition de nouveaux états instables, immédiatement confrontés aux rouges. En Allemagne, l'abdication de l'empereur Guillaume II laisse place à un gouvernement provisoire dirigé par le social-démocrate Friedrich Ebert qui doit faire face à l'insurrection des spartakistes, l'extrême gauche du mouvement socialiste allemand. En France, on compte 2000 grèves qui mobilisent 1,4 million de grévistes – des chiffres supérieurs à ceux de l'avant-guerre. En juin 1919, 150 000 métallurgistes parisiens débraient.

Animé par l'aile gauche du mouvement ouvrier, le mouvement est exacerbé par les problèmes économiques et sociaux. L'Europe sort ruinée du conflit. Pour les anciens soldats, la démobilisation est synonyme de chômage entretenu par la chute des commandes militaires et la désorganisation de l'économie. Les difficultés d'approvisionnement alimentent les pénuries de toute sorte et la crise de la vie chère. Une partie de cette contestation est aussi la manifestation et la conséquence des contradictions et des tensions générées par l'adhésion des socialistes à l'Union sacrée. Dès la conférence de Zimmerwald (1915) à laquelle participe Lénine, une partie de la gauche manifeste son refus de la guerre et des compromis passés au nom de l'Union sacrée. Enfin, il s'agit de profiter du conflit et de l'affaiblissement des États bourgeois pour mener la révolution. La révolution d'Octobre 1917 puis les conditions de la sortie de guerre confirment pour une partie des militants la justesse de ce point de vue : la guerre est révolutionnaire. Au sein du mouvement ouvrier, les discours messianiques se multiplient. Ainsi, l'agitation de la sortie de guerre peut également se lire comme l'écho de la révolution russe et de la « grande lueur à l'Est » (J. Romains). De fait, pour les bolchéviques, la révolution doit être mondiale, et leur prise de pouvoir en Russie n'a de sens que si le communisme s'exporte.

En mars 1919, Lénine réunit à Moscou le congrès constitutif de l'Internationale communiste ou Komintern. La nouvelle organisation est d'abord conçue pour remplacer et supplanter la

Deuxième Internationale, qui rassemblait depuis 1889 les partis socialistes européens. Aux yeux de Lénine, l'organisation réformiste a failli puisqu'elle n'a pas réussi à empêcher la guerre. Elle doit donc céder sa place à une Internationale révolutionnaire dont le but est de coordonner et soutenir les forces engagées dans les luttes révolutionnaires.

b - « Contenir la vague rouge » au sortir de la guerre

Par divers moyens, les gouvernements affaiblis tentent de contenir la menace révolutionnaire.

En Allemagne et en Italie, la méthode utilisée est la répression brutale, parfois avec la complicité des milices d'extrême droite qui sont aussi le produit de la radicalisation du champ politique à l'issue de la guerre. En Italie, les groupes de combat du parti-milice fasciste brisent les grèves avec l'assentiment du gouvernement. En Allemagne, les « corps francs » mis sur pied par G. Noske, membre de l'aile droite du SPD, répriment dans le sang en janvier 1919 l'insurrection spartakiste, assassinant ses deux principaux dirigeants, R. Luxembourg et K. Liebknecht. Tout au long de l'année 1919, la troupe est envoyée par les sociaux démocrates pour mater l'agitation.

En France, au sortir de la guerre, pour apaiser les tensions sociales, des réformes sont accordées qui reconnaissent également la participation de classe ouvrière au conflit. Ainsi, la loi sur la journée de huit heures, adoptée en avril 1919, satisfait une vieille revendication du mouvement ouvrier. Aux élections de 1919, la droite exploite l'hostilité vis-à-vis du bolchévisme (colère face à la défection de l'allié russe en 1917 et au massacre de la famille Romanov, ressentiment des porteurs d'emprunts russes) ainsi que la crainte de la contagion révolutionnaire. La droite remporte les élections législatives (90% de l'électorat manifeste son rejet du bolchévisme) et le bloc national arrive au pouvoir. Aux grèves du printemps 1920, la réponse apportée est celle de la fermeté : utilisation de briseurs de grève, envoi de la police et de l'armée, etc.

Les puissances victorieuses choisissent pour stratégie d'établir un « cordon sanitaire » en envoyant des troupes soutenir les forces antibolcheviques. L'intervention étrangère commence de façon paradoxale. Si l'objectif au printemps 1918 était de maintenir en Russie un front oriental dans la guerre contre l'Allemagne, dès qu'il devient clair que l'Allemagne est vaincue, durant l'été 1918, la croisade antiallemande se mue en une croisade antibolchévique. On invoque non seulement les pertes financières dues à l'annulation des dettes du régime tsariste et à la nationalisation des entreprises et des avoirs étrangers mais aussi le danger d'une extension du régime des soviets à l'Europe, à la faveur de la crise engendrée par les conditions de la sortie de guerre. La stratégie alliée consiste à isoler la Russie par une occupation périphérique et à soutenir les troupes blanches en équipement et en matériel. Dans les pays capitalistes, la création d'organisations internationales comme l'Organisation internationale du travail (OIT) sise à Genève sont pensées comme une alternative au bolchévisme.

c - Les premières années de l'Internationale communiste : entre création d'un nouveau modèle politique et internationalisme radical

L'Internationale communiste (IC), qui commence véritablement à fonctionner à partir de 1921, dessine un nouveau modèle politique pour le mouvement ouvrier international. Alors que la IIe Internationale avait été dominée par les Allemands et la référence à l'expérience social-démocrate, le Komintern est d'abord un parti mondial conçu à la faveur de la révolution mondiale dont il doit assurer le triomphe.

Les 21 conditions d'admission adoptées au deuxième congrès de l'IC dressent les lignes d'une culture politique fondée sur le refus du réformisme et proclament un nouveau modèle d'organisation partidulaire. Les militants et les membres du parti, appelé à devenir l'élément central de la dictature du prolétariat, doivent se montrer disciplinés et se conformer aux décisions prises par les instances dirigeantes. Les partis nationaux, eux-mêmes, sont tenus de se conformer aux décisions des congrès de l'IC et de son comité exécutif. Le mouvement syndical, enfin, est voué à se subordonner au parti. La centralisation à toutes les échelles doit servir la préparation de la révolution. Logiquement, la fondation de l'IC est suivie de la création en miroir du Profintern ou Internationale syndicale rouge.

En Europe, la naissance des partis communistes, qui sont des sections de l'Internationale communiste, s'échelonne sur plusieurs années. Certains d'entre eux sont fondés avant même la création du Komintern, auquel ils adhèrent en 1919. C'est le cas en Allemagne qui devient un bastion de la présence communiste en Europe. Après Moscou, Berlin, où est installé le bureau occidental de l'IC, est la deuxième capitale de la révolution mondiale. Une deuxième vague d'adhésions à l'Internationale communiste a lieu en 1920 lorsque la question de l'intégration dans le Komintern fait éclater les organisations socialistes. En France, le parti communiste (SFIC) naît au Congrès de Tours en 1920 d'une scission majoritaire de la SFIO. Très peu de militants ont lu les 21 conditions et pris conscience de leurs implications. Pour la majorité des socialistes français, le communisme permet avant tout de renouer avec l'esprit des origines, c'est-à-dire avec la vertu révolutionnaire, la dénonciation de la collaboration de classe et du ministérialisme, l'internationalisme prolétarien. En 1921, la question de l'indépendance du syndicat vis-à-vis du parti divise et fait éclater le mouvement syndical. C'est la création de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU).

On peut évoquer également la création de partis communistes hors Europe. Pour l'IC, la lutte anticoloniale est très tôt une priorité. Les militants doivent encourager la destruction du colonialisme et l'affirmation des nations opprimées pour faire triompher le communisme. En 1921 est fondé le Parti communiste chinois. Sa création est à la fois l'aboutissement de dynamiques internes et le résultat de l'action menée par l'IC. Au printemps 1920, un émissaire est envoyé qui prend contact avec les milieux marxistes chinois pour leur proposer un nouveau modèle d'organisation. Au mois de septembre, le congrès des peuples d'Orient réunit à Bakou condamne l'impérialisme et appelle à la lutte anticoloniale. En France, Nguyen-Ai-Quoc (Nguyen le patriote, le futur Ho Chi Minh) prend la parole au congrès de Tours et contribue à l'établissement d'une organisation pour les militants d'origine coloniale vivant en France – l'Union intercoloniale. En mai 1924, la SFIC présente Hadjali comme candidat aux élections législatives. En 1926, il fonde l'Etoile Nord-Africaine avec Messali Hadj.

2 - Les années vingt : bolchévisation et défense de l'URSS

a - Une nouvelle ligne pour l'Internationale

Trotsky, partisan de la révolution permanente, se heurte à Staline qui défend le « socialisme dans un seul pays ». Avec le reflux des espérances révolutionnaire, le sort de l'URSS ne doit plus être lié à celui de l'extension de la révolution russe. Le défi communiste est reformulé : le but n'est plus tant de faire advenir la révolution mondiale comme condition du succès de la révolution russe mais de consolider et de défendre l'expérience soviétique. Celle-ci devient d'ailleurs la seule expression concrète de la révolution mondiale. La rhétorique stalinienne permet alors de dépasser les premières défaites (la révolution spartakiste, la Commune de

Budapest en 1919) en formulant de nouvelles espérances. En soutenant l'URSS, les partis communistes aident à défendre la révolution mondiale assimilée à l'expérience soviétique qu'il s'agit d'ériger en modèle. Toutefois, les objectifs d'une révolution mondiale subsistent pour une partie des communistes. En 1929, Trotski fonde la IV^e Internationale qui ne serait plus l'instrument de la politique soviétique mais réellement le parti mondial de la révolution.

De manière croissante, l'IC devient ainsi un lieu d'éducation et de propagande qui vise à transposer dans chaque pays le modèle soviétique. Le mot d'ordre de la bolchévisation traduit bien ce nouvel objectif. Pour renforcer la discipline idéologique, les partis sont sommés de s'organiser à partir du lieu de travail (via la création des cellules d'usine) et à se doter d'un secrétariat, d'un bureau politique restreint ainsi que d'un comité central. La désignation de la direction des partis communistes s'effectue à Moscou. Les principaux partis communistes ont des envoyés à Moscou qui jouent davantage le rôle d'intermédiaire que celui de représentant. Il est également décidé de fournir aux PC des outils d'information politique solides. Les services d'Agit Prop de l'IC voient leurs effectifs augmenter : en 1927, le Komintern se vante d'être présent dans quarante pays et de publier en quarante-sept langues.

Cette stratégie va de pair avec une remise en cause des politiques d'alliance notamment avec les sociaux-démocrates vis-à-vis desquels les critiques se font de plus en plus vives. Le but n'est plus de conquérir le pouvoir en soutenant notamment la formation d'un gouvernement ouvrier mais de mener des actions de masse pour entretenir l'agitation et préparer la révolution. Cette orientation culmine dans l'adoption en 1927 de la tactique « classe contre classe » qui appelle à se démarquer plus encore des organisations réformistes.

b - Isolement et marginalisation des communistes : l'exemple de la France

Les années vingt marquent une période de déclin et de marginalisation des communistes. Le nombre d'adhérents du PCF est divisé par deux en l'espace d'une décennie. Il compte ainsi environ 100 000 adhérents en 1921, 57 000 en 1926 et 31 000 en 1930. Le parti communiste, est d'abord fragilisé par les nombreuses exclusions qui ponctuent les luttes internes tout autant qu'elles sanctionnent l'application de la ligne édictée depuis Moscou. L'opinion publique française continue par ailleurs à considérer le communisme comme un corps étranger. Cette attitude de rejet est en partie la conséquence d'une ligne idéologique dure qui passe par un certain exercice de la violence politique. L'affaiblissement du PCF découle ainsi de l'image qu'il offre à la société française comme le montrent les campagnes menées contre l'occupation de la Ruhr en 1923 et la contre la Guerre du Rif en 1925. Dès le début de l'année 1923, les communistes français dénoncent l'intervention militaire française au nom de la solidarité avec les camarades allemands. En mai 1925, les communistes appellent les soldats à fraterniser avec les Marocains et réclament l'indépendance du Maroc. Un mot d'ordre de grève est lancé sans grand succès. En 1931, également, en réponse à l'organisation de l'exposition coloniale, les communistes organisent une contre-exposition, qui dénonce les méfaits et les drames de la colonisation. Jugées provocatrices, ces campagnes sont ressenties comme des atteintes à la communauté nationale. Elles font du PCF un contre-modèle radical au consensus français de l'après-guerre. Si d'autres forces peuvent critiquer la politique suivie par Poincaré dans la Ruhr, les communistes sont de fait les seuls à prendre parti pour l'ennemi et à s'en déclarer solidaires. Dans ce contexte, Albert Sarraut peut déclarer en 1927 « Le communisme voilà l'ennemi ». Ces campagnes d'agitation valent enfin aux communistes d'être condamnés et parfois emprisonnés.

En 1923, une vingtaine de dirigeants sont arrêtés et déférés devant la Haute Cour de Justice, accusés d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État.

c - L'URSS dans le jeu des relations diplomatiques

Après une série de traités, l'URSS est constituée en 1922 comme un empire multiethnique dont les frontières au Sud et à l'Ouest sont celles de l'ancien Empire tsariste. A l'Ouest en revanche, la Pologne, les pays baltes et la Finlande conservent leur indépendance. Avec le soutien de l'Occident soucieux de maintenir un « cordon sanitaire », ces pays jouent le rôle « d'états tampon ».

Toutefois, l'URSS commence à s'intégrer très partiellement dans le jeu des relations diplomatique. Dès le début des années vingt, la Grande-Bretagne (GB), qui conclut un traité économique en mars 1921 avec la Russie, plaide pour l'intégration de l'Allemagne et de l'URSS, afin d'éviter que les deux parias ne s'allient. De fait, l'URSS noue des relations avec l'Allemagne par le traité de Rapallo en 1922. Ce sont des accords économiques complétés par des engagements militaires secrets qui donnent entre autres la possibilité à l'armée allemande de fabriquer des armements et de s'entraîner en URSS. Cette entente pousse à la normalisation des relations avec les autres pays européens. Accentuée par la détente internationale et l'arrivée au pouvoir de la gauche en France et en Angleterre, cette évolution aboutit à la reconnaissance *de jure* de l'URSS par les principaux acteurs du jeu international. Les relations demeurent toutefois fluctuantes. Avec la France, par exemple, les relations continuent d'être empoisonnées par le problème du remboursement des emprunts russes. La GB rompt les relations diplomatiques en 1927 accusant l'URSS, suspectée de soutenir les syndicats britanniques, d'ingérence intérieure. Elles sont ensuite rétablies en 1929.

3 - Le communisme, la puissance soviétique et la lutte antifasciste pendant les années trente

a - La prise de conscience de la nature du fascisme par l'Internationale

S'ils se disent socialistes, les nazis sont avant tout farouchement anticomunistes. Pour Hitler, le marxisme et le bolchévisme sont des inventions juives destinées à diviser et affaiblir la communauté raciale. Comme une partie de la droite, Hitler attribue l'effondrement de la puissance allemande au sortir de la guerre à la révolution de 1919-1920 qu'on ne laisserait se reproduire. Comme le fascisme italien, le national-socialisme est en partie une réaction à l'effroi qu'ont suscité chez une partie des Européens les révolutions russes et spartakiste. C'est un mouvement antirévolutionnaire et anticomuniste. Dès la prise de pouvoir, les nazis pourchassent et persécutent les responsables communistes et sociaux-démocrates. Sur le plan extérieur, Hitler ne se contente pas de revendiquer une révision des frontières orientales pour revenir au Reich de 1914 mais souhaite une expansion et la conquête d'un espace vital à l'Est. Le nazisme fusionne ainsi trois combats : contre les slaves, les communistes et les Juifs associés au communisme dans le « judéobolchevisme ».

Les communistes semblent toutefois tarder à percevoir la réalité du danger représenté par la montée en puissance du fascisme. Le terme fascisme apparaît dans le vocabulaire communiste au cours des années vingt mais désigne des forces hétéroclites incluant par exemple les sociaux-démocrates. Ceux qui se réclament du fascisme et les sociaux-démocrates sont renvoyés dos à dos avec la même accusation de défendre les intérêts de la bourgeoisie. Cette vision qui imprègne la ligne « classe contre classe » conduit les communistes allemands à refuser toute

perspective d'alliance avec le SPD pour éviter la prise du pouvoir par les nazis. La destruction du KPD, le plus puissant parti communiste d'Europe, constitue néanmoins un véritable choc qui impulse un changement de ligne au sein de l'IC. C'est la tactique de « Front populaire », une ligne antifasciste et unitaire qui autorise les alliances.

Cette tactique se concrétise notamment en France à partir du 6 février 1934 et conduit à l'élaboration du programme du Rassemblement populaire qui unit les radicaux, les socialistes et les communistes. La participation du PCF à cette alliance électorale en vue des élections de 1936 souligne la nationalisation du PC qui reprend à son compte l'héritage républicain. La coalition dite de Front populaire remporte les élections de juin 1936, mais les communistes ne participent pas au gouvernement. Une vague de grèves avec occupation d'usine permet l'adoption d'une série de lois sociales qui marquent une nette embellie pour les mondes ouvriers. Enfin, l'expérience du Front populaire entraîne une recomposition de l'anticommunisme. Alors qu'il devient rare à gauche, l'anticommunisme se renouvelle à droite autour de la thématique du complot. Staline est ainsi accusé de tirer les ficelles du Front populaire tandis qu'on voit dans les grèves la main de Moscou et le risque d'une soviétisation des usines.

b - Le rayonnement culturel et idéologique du communisme pendant les années trente

Le combat contre le fascisme s'appuie sur le rayonnement culturel de l'URSS en même temps qu'il le renforce. Le philsoviétisme qui sert la lutte antifasciste connaît un apogée dans les années trente. Il est le point d'aboutissement d'une stratégie d'influence et d'une diplomatie culturelle pensée par l'URSS pour compenser sa faiblesse. Cette attraction et cette fascination pour le modèle soviétique résulte également en partie de l'intense propagande mise en œuvre par l'état soviétique pour séduire une partie de l'opinion publique étrangère.

Celle-ci s'appuie sur des relais qui peuvent être des figures intellectuelles, devenues compagnons de route comme Romain Rolland mais aussi des organisations de masse comme le Secours rouge international qui s'occupe d'aider les communistes persécutés ou les Amis de l'URSS fondée en 1927. Cette dernière organise notamment des voyages en URSS pour des délégations ouvrières ou des hôtes plus prestigieux. Le voyage d'Édouard Herriot en 1933 en demeure l'exemple le plus célèbre. Certains comme André Gide font part de leur déception et de leur méfiance dans *Retour de l'URSS* (1936).

Quels sont les fondements du prestige soviétique à l'extérieur ? À l'heure où le krach boursier fait éclater les faiblesses du capitalisme, l'URSS propose un nouveau modèle économique qui passe pour un modèle d'organisation rationnelle de l'économie notamment grâce à la planification socialiste. L'exposition universelle de 1937 représente une vitrine pour les réussites économiques de l'URSS que symbolise la statue de l'ouvrier et la kolkhoziennne devant le pavillon soviétique qui fait face à celui de l'Allemagne nazie et, un peu plus loin, de l'Italie fasciste. L'URSS diffuse aussi une esthétique propre, le réalisme socialisme, qui en proposant d'allier l'action révolutionnaire et l'art séduit un certain nombre d'artistes ou d'écrivains. Paul Nizan, mais aussi Fernand Léger, ou encore Louis Aragon appartiennent ainsi à l'AEAR (Association des écrivains et des artistes révolutionnaires) fondées en 1927 par Paul Vaillant-Couturier. L'URSS promeut aussi un contremodèle sportif en s'opposant aux grandes fédérations « bourgeoises » et en organisant des Spartakiades (première à Moscou en 1920), c'est-à-dire des Olympiades ouvrières.

c - Maintenir la paix pour consolider l'État et stabiliser les frontières

La prudence diplomatique de l'URSS est accentuée et poursuivie par Staline qui craint une offensive contre-révolutionnaire menée par la GB puis par la France (URSS comme citadelle assiégée) et souhaite avant tout, compte tenu des faiblesses de l'armée rouge, maintenir la paix afin de consolider l'État et les frontières. Pour Staline, l'affirmation de l'URSS comme puissance ne passe pas par son isolement mais au contraire par son intégration au concert des nations. En 1928, l'URSS adhère au Pacte Briand-Kellog puis elle intègre la SDN en 1934. L'entrée à la SDN, à la demande de la France, est également une réaction à l'inquiétude que soulève la reconstruction de la puissance allemande et la conquête du pouvoir par les nazis. En 1935, la signature de pactes d'assistance mutuelle avec la France et la Tchécoslovaquie répond au même objectif.

La Guerre d'Espagne constitue un moment d'affirmation paradoxale. Dans la guerre civile qui oppose les républicains aux putschistes, l'URSS n'intervient pas directement contrairement aux fascistes italiens et allemands. Staline ne veut pas se faire entraîner dans une guerre d'autant que le pacte anti-Komintern conclu à l'automne 1936 entre l'Italie, l'Allemagne et le Japon encercle l'URSS. À l'inverse, la guerre d'Espagne lui permet de saisir la faiblesse des démocraties qui refusent d'intervenir par crainte de favoriser l'URSS. Celle-ci intervient toutefois par l'intermédiaire des Brigades internationales dont la création est décidée le 28 août 1936. Près de 40 000 combattants dont 1/3 de Français grossissent ainsi les rangs républicains. L'URSS fournit aussi du matériel de guerre (avions, tanks) qui permet de prolonger la résistance du front républicain face aux franquistes.

L'inaction des démocraties lors de la guerre d'Espagne et les reniements diplomatiques successifs achèvent de convaincre l'URSS de mener une diplomatie autonome. Le Pacte germano-soviétique doit être avant tout considéré comme un accord avec l'Allemagne hitlérienne destiné à assurer la sécurité de l'Union soviétique par la constitution d'un glacis. Mais l'entente avec l'ennemi proclamé et la remise en cause brutale de la stratégie de Front populaire représentent un choc profond pour les communistes de tous les pays. En France, le PCF se vide de ses militants. Seuls les cadres et quelques intellectuels demeurent, tandis que le parti est dissout par Daladier. La constitution d'un glacis s'achève par la force une fois la guerre débutée. L'URSS occupe la Pologne orientale qui est rattachée aux Républiques d'Ukraine et de Biélorusse. Elle obtient en outre les pays baltes et la Finlande, ainsi que la Bessarabie roumaine.

II- 1941- fin des années soixante : du défi géopolitique d'une superpuissance à celui d'un communisme multipolaire

1 - 1941-1947 : de la Grande Guerre patriotique au rideau de fer

a - Le communisme, allié des démocraties dans la lutte contre l'Axe

Le lancement de l'opération Barbarossa le 22 juin 1941 fait sortir les communistes et l'URSS de leur statut de traîtres gagné lors du pacte germano-soviétique. Le Royaume-Uni, puis les États-Unis fournissent des armes et des équipements à l'Armée rouge. En France, les communistes se convertissent à la lutte patriotique et constituent une partie importante de la résistance intérieure que le général de Gaulle cherche à contrôler. Les sièges héroïques de Leningrad et Moscou, la victoire de Stalingrad confèrent un prestige immense à Staline et à l'URSS. Les contacts avec Churchill et Roosevelt à la conférence de Téhéran (fin 1943) ou de

Yalta (février 1945) confirment ce nouveau statut, d'autant que le Komintern est dissout en mai 1943. Une partie de l'administration Roosevelt a de la sympathie pour l'URSS, Churchill s'illusionne de pouvoir négocier avec le « petit père des peuples » qui persiste dans sa paranoïa et reste persuadé que les puissances capitalistes veulent attaquer l'URSS. De même, le rôle important joué par les communistes dans la résistance puis la libération, qui s'accompagne en France et en Italie d'une guerre civile larvée, incite à la méfiance du côté des alliés. Celle-ci se manifeste dès la conférence de Potsdam (juillet 1945).

b - L'après-guerre : l'Union soviétique : une puissance vulnérable

Si elle s'avère particulièrement coûteuse, la victoire soviétique en 1945 est totale, et l'aura antifasciste de l'URSS incontestable. À la sortie de la guerre, elle fait à la fois figure de martyr et de conquérant. Son prestige s'appuie aussi sur l'image des résistants communistes qui avaient bien souvent constitué le noyau dur de la lutte contre l'Axe aussi bien en Europe qu'en Asie. Dans les principaux pays d'Asie, du Japon à l'Iran, les partis communistes représentent un succédané aux mouvements nationalistes. En Chine, le PC prétend compter un million de membres avec, sous ses ordres, une immense armée. En Indonésie, il constitue la plus importante formation politique du pays. En Europe, les partis communistes sont puissants en Grèce, en Italie mais aussi en France où le PCF devient à l'issue des élections d'octobre 1945 le premier parti de France (27% des voix et 160 sièges). Toutefois, dans les pays d'Europe orientale, notamment en Pologne ou en Roumanie, les communistes bénéficient d'une audience beaucoup plus faible qui reflète la défiance et la peur suscitées par l'URSS. Ces variations sont un problème pour l'URSS qui donne la priorité à la sécurité et à la reconstruction du pays.

En effet, malgré son triomphe, l'URSS, qui doit faire face à un bilan démographique et matériel extrêmement lourd, est en proie à un profond sentiment de vulnérabilité. Les manifestations de la puissance américaine accroissent la défiance des communistes vis-à-vis du monde occidental. A leurs yeux, en effet, les États-Unis disposent de tous les atouts pour avancer leurs pions et faire triompher leur vision des relations internationales, soit le triomphe du « monde libre » et de la « démocratie ». Alors que l'utilisation de la bombe atomique a fait d'eux la première puissance militaire mondiale, les USA ont les ressources financières suffisantes pour créer, par l'intermédiaire des prêts ou des aides, une dépendance économique et morale. La mise en place d'un réseau d'institutions internationales (ONU mais surtout FMI) dominé par les États-Unis marque, aux yeux des Soviétiques, leur volonté d'établir unilatéralement leur domination. Tous ces éléments orientent la politique extérieure communiste dans trois directions : le renforcement de la frontière soviétique, la constitution en Europe centrale et orientale d'un « glacis protecteur », et la consolidation de ce glacis pour le soustraire à toute influence occidentale.

c - Glacis protecteur vs *containment*

La constitution d'un glacis protecteur commence en partie dès les conférences organisées pendant la guerre. Ainsi, à Téhéran, en 1943, Staline obtient la reconnaissance par les alliés des frontières de 1940, incluant les territoires annexés en vertu du pacte germano-soviétique, ainsi que l'admission du principe selon lequel les territoires libérés sont administrés par la puissance occupante jusqu'à la restauration du pouvoir politique et l'évacuation militaire. Dans les territoires occupés par les armées, Staline considère que chacun peut imposer son « système social ». Du point de vue soviétique, l'URSS poursuit une politique qui mêle les considérations sécuritaires et géostratégiques d'un État classique (se constituer un glacis protecteur) et les considérations idéologiques qui, à plus long terme, renvoient aux objectifs de l'expansion

révolutionnaire. Staline établit progressivement sa domination en Europe de l'Est. Le processus est à peu près le même partout. Les élections libres promises à Yalta n'ont pas lieu sauf en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Dans ces pays, comme ailleurs, un gouvernement de coalition est mis en place où les communistes détiennent les postes clefs comme le ministère de l'Intérieur et de la Justice. Les partis adverses sont noyautés, discrédités, et des élections frauduleuses consacrent par la suite la victoire des communistes ainsi que leur installation définitive au pouvoir. Staline renonce en revanche à la confrontation au Moyen-Orient et en Europe occidentale. En Iran, l'URSS encourage la proclamation au Nord du pays, qu'il occupe avec les armées britanniques depuis 1941, d'une république communiste d'Azerbaïdjan, mais l'armée vient finalement à bout de la sécession. Staline recule parce que l'Iran, en dépit de l'accès au Golfe persique qu'il permet, représente un intérêt stratégique moindre. En France ou en Italie, il demande aux PC locaux de participer aux gouvernements et interdit tout recours à la subversion.

Face à Staline, les États-Unis cèdent du terrain et admettent peu à peu que chacun est maître chez soi, parce qu'ils ne voient pas comment éviter un partage de l'Europe sans déclencher un conflit avec l'URSS. Ils acceptent de négocier avec les gouvernements communistes bulgares et roumains, ce qui revient à les reconnaître malgré leur faible représentativité. Le problème des réparations allemandes est réglé en demandant à l'URSS de les prélever dans sa propre zone d'occupation. Toutefois, la progression du communisme en Europe de l'Est achève de convaincre les Occidentaux de sa nature expansionniste. Le 5 mars 1946, Churchill dénonce à Fulton le rideau de fer et appelle à une alliance entre britanniques et américains. G. Keenan, diplomate en poste à Moscou, formule ainsi au début de l'année 1946 la doctrine du *Containment* en vertu de laquelle toute recherche de compromis est inutile. Il faut donc repousser le communisme là où il cherche à progresser, lutter contre son expansion territoriale notamment en Asie mais admettre ou entériner sa présence là où il est installé.

L'année 1947 marque un net durcissement. Les États-Unis lancent Plan Marschall pour éviter un effondrement économique de l'Europe qui contribuerait à la progression du communisme. Subversive, la proposition vise à désolidariser l'est de l'Europe de l'URSS. De fait, la Pologne et Tchécoslovaquie se disent intéressées. En France, les communistes sont débarqués des gouvernements auxquels ils participent en France comme en Italie.

2 - Le communisme et la puissance américaine aux premiers temps de la Guerre froide

a - La structuration des blocs par un réseau d'alliances

Chaque nouvelle crise qui ponctue l'affrontement entre la puissance américaine et la puissance soviétique entraîne une progression dans l'intégration de chaque bloc. Dans les premiers temps de la guerre froide, à l'expansionnisme américain, perçu par les soviétique comme un encerclement, répond la constitution d'un bloc soviétique coupé du monde, sorte de camp retranché.

Chaque bloc se structure en miroir autour de plusieurs institutions destinées à mettre en place une coopération économique et une alliance militaire. Pour les Européens, le coup de Prague, puis la crise de Berlin qui marque la mainmise de l'URSS sur la Tchécoslovaquie, achève de les convaincre qu'il leur faut l'aide des États-Unis pour assurer leur défense. Le traité de l'Atlantique Nord est signé le 4 avril 1949 par 12 pays (USA/Canada + 10 pays européens) qui instaure une aide militaire non automatique en cas d'agression d'un des signataires. L'agresseur

potentiel n'est pas nommé mais l'URSS est dans les têtes. Au-delà, le traité prétend fonder une communauté de valeurs et de solidarités contrairement au bloc communiste édifié sous la contrainte. Sa dimension militaire s'affirme toutefois après la guerre de Corée avec la création de l'OTAN en 1951. L'affrontement justifie également une extension du réseau d'alliances militaires. Plusieurs traités bilatéraux ou multilatéraux, sont signés dans le Pacifique : avec le Japon, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande en 1951 (ANZUS), avec les Philippines, la Thaïlande et le Pakistan en 1954 (OTASE). C'est également le cas en Méditerranée, avec l'Espagne de Franco, tandis qu'en 1952 la Grèce et la Turquie entrent dans l'Alliance atlantique.

La nécessité de se protéger contre le communisme, tout en évitant une renaissance de la puissance allemande, encourage les premiers pas de l'intégration européenne. Après l'échec de la stratégie américaine, fondée sur un renforcement de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) créée en avril 1948, c'est le lancement du projet de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en mai 1950 qui marque la volonté des européens d'allier intégration économique et préservation de la paix.

Face à l'expansionnisme et à l'encerclement américain, la stratégie stalinienne est celle du camp retranché. En réponse au Plan Marshall et au contrôle établi sur les exportations des pays de l'OTAN vers le bloc de l'Est, se met en place le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou Comecon) qui, par des accords de spécialisation entre pays membres et par un système de clearing, veut aboutir à un développement autarcique du bloc de l'Est. Il permet en pratique de contrôler étroitement l'économie des pays membres et d'exporter le modèle soviétique de développement. L'adhésion de la RFA au traité de l'Atlantique Nord justifie la création du Pacte de Varsovie en 1955 dont sont membres huit pays signataires.

b – La guerre de Corée ou la menace de l'expansion communiste en Asie

En septembre 1945, les deux armées américaine et soviétique entrent en Corée. Elles s'arrêtent de part et d'autre du 38^e parallèle. Au Nord, en février 1948, est proclamée la République populaire de Corée dirigé par Kim Il-Sung ; au Sud est installé un régime conservateur dirigé par Syngman Rhee (août 1948 République de Corée). En 1949, les troupes américaines et soviétiques évacuent la Corée.

L'expansion du communisme en Asie rompt vite cet équilibre. En octobre 1949, la proclamation de la République populaire de Chine deux mois après le premier essai nucléaire soviétique en août 1949, suggère le communisme a le vent en poupe. La Corée du Nord est armée par les Chinois et les Soviétiques. Les troupes nord-coréennes franchissent le 38^e parallèle par surprise le 25 juin 1950 et avancent vers Séoul. Les Américains demandent des sanctions et profitent de l'absence des Soviétiques du Conseil de Sécurité de l'ONU pour obtenir leur vote et la constitution d'une force internationale (essentiellement américaine) commandée par le général Mac Arthur. Le 15 septembre, les troupes onusiennes débarquent à Inchon sur les arrières nord-coréens et renversent de la situation. Elles franchissent le 38^e parallèle. La guerre prend une extension nouvelle avec l'intervention des troupes chinoises qui lancent en novembre une offensive générale qui entraîne une retraite précipitée des troupes de l'ONU et sud-coréennes au sud du 38^e parallèle. La situation est toutefois rétablie et à partir de juin 1951 des négociations proposées par Moscou sont lancées qui aboutissent finalement à la signature d'un armistice en juillet 1953 avec pour ligne de cessez-le-feu le 38^e parallèle. La guerre de Corée a été très meurtrière : 4 millions de morts dont 1 million de civils des deux côtés, 900 000 Chinois, 57 000 Américains. Elle a eu pour conséquence de transformer la guerre d'Indochine en conflit de Guerre froide à partir de 1950. Toutefois, malgré l'aide américaine, les troupes françaises sont battues à Dien Bien Phu en mai 1954. Les accords de Genève (juillet

1954) organisent l'indépendance de la péninsule indochinoise avec un régime communiste au Vietnam du Nord.

c - L'homogénéisation idéologique : convaincre et mobiliser

La construction d'un système coupé du monde, c'est-à-dire d'un isolationnisme à l'échelle continentale va de pair avec la consolidation idéologique entreprise par le Kominform.

La création du Kominform en septembre 1947 vise à souder le mouvement communiste autour de l'attachement à l'URSS. Le rapport Jdanov formule la doctrine du mouvement communiste international annonçant la division du monde en deux clans : impérialiste et anti-démocratique d'une part, camp anti-impérialiste et démocratique. Le discours tenu par Jdanov est à la fois une réponse à la doctrine Truman et une reformulation du défi communiste. Contrairement à la Première Internationale, la solidarité n'est plus tant au service de la révolution qu'à celui de la paix, dont la défense doit être la principale tâche du camp communiste. Le plan Marschall y est présenté comme un instrument d'asservissement de l'Europe. Quiconque reçoit l'aide économique américaine perd sa souveraineté et les PC sont invités combattre le plan au nom de la souveraineté nationale. Ceux qui collaborent à sa mise en place, notamment les socialistes, sont renvoyés dans le camp des impérialistes. Conçu comme un organe de coordination, il devient rapidement une instance de décision et de mise en conformité quant à la ligne politique et idéologique à suivre. A la suite de l'exclusion de la Yougoslavie titiste, le Kominform est l'instrument d'une soviétisation des démocraties populaires pressées d'abandonner les voies nationales vers le socialisme. Le Kominform lance aussi de grandes campagnes visant à convaincre les opinions publiques occidentales des dangers de l'impérialisme américain. L'« appel de Stockholm », lancé en mars 1950 lors du congrès international du Mouvement de la Paix, exige à la suite des directives formulées par le Kominform, l'« interdiction absolue de l'arme atomique ». Il recueille en France de 9 à 10 millions de signatures. La venue à Paris du général Ridgway surnommé « Ridgway-la- peste » parce qu'il est soupçonné d'avoir utilisé des armes bactériologiques en Corée est l'occasion pour le PCF d'organiser, le 28 mai 1952, une manifestation de masse contre la présence des troupes américaines.

La guerre de Corée fait de l'anticommunisme le ciment du bloc occidental. Aux États-Unis, la répression des activités anti-américaines culmine avec l'épisode du maccarthysme et la chasse aux sorcières lancées à l'encontre de personnalités publiques ou de fonctionnaires suspectées d'avoir des sympathies communistes. L'anticommunisme se répand aussi dans les sociétés civiles européennes, alors que les partis communistes durcissent le ton, dénonçant l'impérialisme américain. Elle mobilise tout à la fois la droite, les cercles patronaux ou les intellectuels antitotalitaires. À l'échelle internationale, se réactivent des réseaux anticommunistes qui organisent des campagnes. En mars 1950, le début de la guerre de Corée suscite ainsi la formation du comité international Paix et Liberté (CPL), fondé en 1952, qui rassemble plusieurs associations anticommunistes. En France, le CPL est financé par les fonds secrets du gouvernement Plevin et par l'argent des milieux patronaux dont il est proche. Il fournit à tous les partis un matériel de propagande anticommuniste sous la forme de tracts et d'affiches. Autre cadre de mobilisation anticommuniste notamment pour les intellectuels, la réflexion antitotalitaire. En 1945, la traduction française du *Zéro et l'Infini* d'Arthur Koestler et les procès en diffamation intentés à l'hebdomadaire littéraire communiste *Les Lettres françaises* par l'ancien déporté David Rousset puis par le transfuge soviétique Viktor Kravchenko, auteur du best-seller *J'ai choisi la liberté !* traduit en français en 1947, ont relancé le débat ouvert dans l'entre-deux-guerres sur la nature du régime soviétique et l'existence des

camps. La réflexion est animée notamment par Arthur Koestler ou Raymond Aron autour de la revue *Preuves*.

d- Les formes de l'affrontement et de la compétition

À partir de 1949, lorsque l'Union soviétique se dote de la bombe atomique, les États-Unis perdent leur monopole. La stratégie des représailles massives (les États-Unis riposteront en cas d'attaque, y compris par l'usage de la force nucléaire) laisse place à celle de la riposte graduée lorsque l'Union soviétique se dote de missiles intercontinentaux qui leur permettent d'atteindre l'adversaire. Face à l'impérialisme américain, l'URSS prône la supériorité dans tous les domaines, armement nucléaire et conventionnel, afin de rattraper et dépasser les États-Unis.

En pratique, l'affrontement direct entre les deux grandes puissances est extrêmement limité. Géographiquement, il se restreint en premier lieu à l'Europe et ne devient global qu'avec la guerre de Corée. Il existe aussi d'autres formes de confrontation. En France et en Italie, où les communistes sont sortis des gouvernements au printemps 1947, le municipalisme est une autre façon de montrer les réalisations du matérialisme scientifique. Les « banlieues » rouges offrent à leurs habitants principalement issus des classes populaires logements et services sociaux, et une animation culturelle proposée par les organisations du parti comme la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). En Italie, ce sont les municipalités rouges de Toscane et d'Émilie-Romagne qui sont des vitrines de la société communiste tout en proposant un cadre favorable aux petits industriels.

Dans la confrontation Est-Ouest, le sport devient un baromètre des relations internationales à partir des Jeux Olympiques d'Helsinki (1952). Le tableau des médailles favorable, selon les Olympiades, aux États-Unis ou à l'URSS puis à la RDA, affirme la supériorité d'un modèle sportif sur un autre et, par-delà, d'un modèle de société sur un autre.

3 - De Budapest à Prague : la défense du bloc socialiste

a - 1956 : année charnière pour le défi communiste

Presque trois ans après la mort de Staline (5 mars 1953) qui a suscité une émotion immense dans le monde communiste, dans la nuit du 25 au 26 février 1956 Nikita Khrouchtchev, membre du Politburo depuis 1939 et nouveau premier secrétaire du PCUS depuis 1953, lit devant les délégués notamment des partis frères assistant au XXe du Congrès du PCUS un « rapport secret » dénonçant les crimes commis par Staline surtout dans le cadre de sa gestion dictatoriale du parti et envers ses cadres. Lui-même est un Staliniens qui a dirigé de manière brutale l'Ukraine entre 1938 et 1949. Il n'en croit pas moins à la pérennité d'un système qui doit être toutefois réformé pour que le communisme sorte victorieux de son affrontement avec le capitalisme. Pour ce faire, il faut sortir du « culte de la personnalité », revenir au socialisme de Lénine et à une direction collégiale. Des millions de personnes sont libérées du goulag et les croyances des débuts de la Guerre froide comme le Lyssenkisme sont abandonnées. Le rapport est connu à l'Ouest au mois de juin grâce à des fuites polonaises et est publié par la presse occidentale notamment le quotidien *Le Monde*. Si certains partis comme le PCF en nient l'existence, le rapport Khrouchtchev constitue un choc qui met fin à l'unité du monde communiste, remet en cause le leadership du PCUS et entraîne le départ à l'Ouest de nombreux militants. Il pose aussi les fondations d'un polycentrisme communiste : l'URSS n'est plus la seule patrie du communisme et, surtout, n'apparaît plus comme l'avant-garde de la révolution. De fait, la doctrine de la coexistence pacifique avec d'autres systèmes économiques et sociaux

comme le capitalisme est proclamée. Le rapport fait mention de « valeurs universelles ». La société communiste comme stade ultime de l'histoire reste un objectif qui peut être atteint par une voie réformiste.

Même si Khrouchtchev et Boulganine (président du conseil des ministres de l'URSS) rendent visite au premier ministre anglais Anthony Eden en avril 1956, la géopolitique de la Guerre froide ne change pas. Il n'est pas question pour les pays soumis à la domination soviétique de sortir du bloc socialiste. En juin, des émeutes éclatent à Poznan en Pologne, elles sont réprimées et entraînent l'intervention de troupes soviétiques. Władysław Gomułka qui avait été arrêté en 1951 pour déviationnisme est libéré et prend la tête du PC polonais. En octobre et parvient à négocier le retrait des Soviétiques et l'épiscopat et lance un programme de libéralisation. Les choses sont très différentes en Hongrie. La déstalinisation se mue vite en mouvement national et en volonté de sortir du bloc socialiste. À la fin du mois d'octobre, la population de Budapest se soulève et obtient le soutien de l'armée. Les troupes soviétiques intervenues le 24 se retirent le 21. Le premier ministre et membre du PC hongrois Imre Nagy fait entrer dans des non-communistes dans le gouvernement magyar. Contrairement à Gomułka, il remet en cause le monopole du parti et l'alliance avec l'URSS. Il proclame en effet la neutralité de la Hongrie, annonce des élections libres, fait appel à l'ONU. La situation à Budapest divise le camp communiste même si Tito et Pékin prêchent pour la fermeté. Le 4 novembre, l'Armée rouge entre dans Budapest et soumet la ville au prix de violents combats. Plus de 200 000 Hongrois choisissent la voie de l'exil. Même si le successeur de Nagy, Janos Kadar met en place un politique mêlant répression et amélioration du quotidien des Hongrois, la fin de l'insurrection de Budapest renforce les fractures apparues lors du XXe Congrès. De nombreux communistes quittent les partis occidentaux et ne croient plus dans le mythe de l'infaillibilité des PC au service de la classe ouvrière.

Le défi communiste représenté par l'URSS reste toutefois celui de la puissance. Malgré les appels à la résistance de radio Free Europe, les États-Unis ne sont pas intervenus alors que l'occasion était belle pour appliquer la doctrine du « *rollback* ». Au même moment la crise de Suez semble prouver au contraire que les deux superpuissances ont scellé une entente tacite contre les anciennes puissances impérialistes : la Grande-Bretagne et la France. Alors que les troupes anglaises et françaises ont investi Port-Saïd, Moscou diffuse un communiqué menaçant les deux pays de l'usage de l'arme nucléaire et propose à Washington une intervention commune. Si l'action américaine contre la Livre Sterling semble avoir décidé le gouvernement de Londres à arrêter les frais, la menace soviétique a prouvé que Moscou ne laissait pas tomber ses alliés et lui assure un prestige important dans les pays arabes.

b - Toujours un symbole de l'oppression communiste : Berlin et son mur

L'un des fronts d'avancée du communisme reste Berlin. En novembre 1958, Khrouchtchev adresse un ultimatum préparé par Gromyko à l'adresse des Occidentaux. Il consiste en une remise en cause du statut de Berlin-Ouest et demande aux Occidentaux d'évacuer Berlin-Ouest dans les six mois. Berlin-Ouest est en effet une vitrine du capitalisme et une porte de sortie pour de nombreux ressortissants de la RDA qui prennent le métro pour gagner l'Ouest. Il s'agit aussi d'affaiblir la RFA dont le redressement industriel inquiète l'URSS. Une conférence tenue à Genève en mai 1959 à laquelle sont invitées les quatre puissances occupantes et les représentants des deux Allemagne sans pouvoir de décision. Le statut de Berlin reste inchangé et la fermeté de De Gaulle est reprise par le nouveau président Kennedy qui a fait campagne

sur des thèmes très anticomunistes et antisoviétiques, stigmatisant la faiblesse supposée d'Eisenhower. Il se montre très ferme à l'égard de l'URSS dans son discours d'investiture de janvier 1961. Même si l'échec du débarquement de contre-révolutionnaires cubains soutenus par la CIA à la baie des cochons au mois d'avril paraît aux yeux de Khrouchtchev une manifestation de faiblesse, Kennedy se montre inflexible sur la question de Berlin où il envoie des renforts. À l'été 1961, 2000 ressortissants est-allemands gagnent chaque jour l'Ouest. Le 13 août, le gouvernement de Walter Ulbricht lance la construction du mur qui sépare hermétiquement Berlin-Est et Berlin-Ouest et met fin à l'ultimatum lancé en 1958 par Khrouchtchev. En même temps, il devient le symbole de l'oppression communiste et renouvelle par du béton et des barbelés l'image du rideau de fer proposé en 1946 par Churchill. Même si les Américains n'ont rien fait pour empêcher la construction du mur, le président Kennedy sait reprendre cette symbolique dans son discours de juin 1963 prononcé à Berlin dans lequel il exalte la liberté et la démocratie occidentales face à l'oppression communiste et qui se termine par : « Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont des citoyens de Berlin. Par conséquent, en tant qu'homme libre, je suis fier de prononcer ces mots : Ich bin ein Berliner ! »

c – Le défi technologique et militaire

Dans la seconde moitié des années 1950, la propagande communiste peut se prévaloir des progrès accomplis par le complexe militaro-industriel soviétique. En juillet 1957, les Soviétiques ont tiré avec succès leur premier ICBM ou missile intercontinental. Mais c'est au mois d'octobre qu'ils semblent prendre le dessus en matière technologie spatiale avec le premier lancement réussi d'un satellite : Spoutnik. Ce succès a un retentissement énorme même si les Américains lancent à leur tour leur satellite en 1958 et leur premier ICBM en 1959. Mais, en avril 1961, les Soviétiques semblent reprendre l'avantage avec le premier vol en orbite spatiale de Youri Gagarine. Au XXI^e Congrès du PCUS est développée l'idée que le monde capitaliste doit renoncer à la guerre en raison des progrès économiques et militaires des pays socialistes. La notion de crise finale du capitalisme est toujours à l'ordre du jour

Toutefois, ces succès masquent les faiblesses de l'industrie soviétique. En 1958, l'armée américaine possède déjà 2600 têtes nucléaires quand l'Armée rouge n'en a que 200. Il faudra plus de 10 ans pour que soit comblé ce retard au détriment des industries de consommation. Malgré la mise en place par Alexis Kossyguine des idées du professeur Liberman sur une plus grande autonomie des entreprises, malgré des contrats signés avec des entreprises occidentales comme Fiat (usine de Togliattigrad qui produit la version russe de la Fiat 124 en 1969), les Soviétiques vivent encore chichement et les biens de consommation sont surtout accessibles à la nomenklatura.

La puissance communiste réside donc d'abord dans le défi militaire. Dans les années 1960, celui-ci s'actualise dans la menace nucléaire et l'aide aux armées luttant contre les États-Unis et ses alliés. L'arme nucléaire fait partie du bluff et surtout de la doctrine soviétique définie dans *Stratégie militaire*, ouvrage du maréchal Sokolovski paru en 1962. Ce dernier y développe l'idée que la guerre nucléaire peut être gagnée par l'utilisation stratégique et tactique de cette arme. Il propose l'utilisation d'une frappe préventive qui désarçonnerait l'ennemi et l'amènerait à capituler. Cependant, pour Nikita Khrouchtchev, alors au pouvoir, l'arme atomique est avant tout un moyen de pression qui n'est pas fait pour être utilisé, car il pourrait entraîner la destruction et du socialisme et du communisme. Du côté américain, après la doctrine Dulles dite des représailles massives sous Eisenhower, la doctrine McNamara propose, sous Kennedy,

une riposte graduée, partant du postulat que la réponse doit être proportionnée et qu'elle est possible.

La crise de Cuba est près d'éprouver ces théories sur le terrain. En janvier 1959 Fidel Castro renverse le dictateur cubain Fulgencio Batista. Dès le mois d'avril, Raul Castro et Ernesto Che Guevara entrent en contact avec le KGB pour qu'il aide le Parti communiste cubain à prendre en main la révolution cubaine. L'échec de l'opération organisée par la CIA à la baie des Cochons en avril 1961 prouve à la fois la résistance et la vulnérabilité du régime castriste. Afin de mettre fin à toute menace américaine, les Soviétiques ont, en avril 1962, l'idée d'installer des fusées nucléaires à Cuba qui menaceraient tout le quart sud-est des États-Unis. Il s'agit de défendre Cuba en prenant prétexte de la reprise des tests nucléaires américains après un moratoire conclu en 1958 et de l'installation de missiles balistiques à portée intermédiaire (IRBM) au rayon d'action de 4000 km en Turquie. Le 14 octobre un avion d'observation américain U2 photographie la base de missiles en construction, avant que la nouvelle ne soit annoncée au monde le 22 octobre. Après la mise en place du blocus de Cuba par la flotte américaine, le monde plonge, pendant 6 jours, dans une tension extrême, avec la crainte d'un affrontement nucléaire entre les États-Unis et l'URSS, jusqu'à l'annonce le 28 octobre par Nikita Khrouchtchev de la destruction des installations et du retrait des missiles.

Toutefois le régime de Fidel Castro reste en place et constitue un avant-poste du communisme au cœur de la chasse-gardée américaine à moins de 170 km des côtes de la Floride. Même si l'embargo américain et l'inefficacité du système économique cubain obligent l'URSS à acheter le sucre produit dans l'île et à maintenir sous perfusion son économie, La Havane devient une destination pour tous les révolutionnaires latino-américains et l'une des capitales de l'anti-impérialisme. Toutefois, la tentative d'exportation en Bolivie de la révolution par le compagnon de lutte de Castro, Ernesto Guavara, se solde en 1967 par un échec et la mort du « Che » qui devient une icône du communisme mondial. Comme, d'une certaine façon, Patrice Lumumba, le premier ministre du Congo, assassiné en 1961 par les hommes de Moïse Tshombé, le président autoproclamé du Katanga, à l'instigation des services secrets belges et de la CIA. L'université russe de l'Amitié des peuples qui accueille des étudiants étrangers est rebaptisée à son nom. Toutefois, à l'exception de la Guinée de Sékou Touré qui reçoit l'aide de l'URSS après son refus d'entrer dans la Communauté française, le communisme ne prend pas vraiment pied en Afrique dans les années 1960.

Si la fermeté de Kennedy a eu raison d'un certain aventurisme de Khrouchtchev et finit par lui coûter son éviction à la tête de l'URSS, la menace militaire communiste s'affirme surtout dans la péninsule indochinoise dans un conflit très largement asymétrique. À la fin de la guerre d'Indochine (accords de Genève juillet 1954), le territoire vietnamien a été divisé entre le Vietnam du Nord et le Vietnam du Sud de part et d'autre du 17^e parallèle. Toutefois, le régime communiste (Nord) d'Ho Chi Minh cherche immédiatement à déstabiliser le régime pro-occidental du Sud, via notamment l'action du parti communiste clandestin (Vietcong) qui construit un véritable État parallèle. Pour les Américains, il ne s'agit pas de maintenir une « vitrine anticommuniste », mais d'empêcher la chute d'un territoire essentiel en Asie du Sud-Est qui entraînerait une extension du communisme (théorie des dominos ou l'idée que pièce après pièce l'Asie du SE serait gagnée au communisme). En août 1964, l'engagement américain prend une forme ouverte avec l'incident du golfe du Tonkin. Un navire américain riposte alors qu'il a cru être attaqué par des vedettes lance-torpilles nord-vietnamienne. En même temps, la voie est étroite. Les Américains veulent adopter une stratégie offensive à l'égard du Nord tout

en y appliquant le concept de « guerre limitée ». Il s'agit surtout d'extirper les forces communistes qui se cachent parmi la population par l'opération « *search and destroy* ». On veut donc mener une *attrition war*, une guerre d'usure pour saigner à blanc l'adversaire à partir d'un *kill ratio* pour voir jusqu'où le gouvernement nord-vietnamien est capable d'aller. Les bombardiers lourds à réaction B-52 bombardent les zones contrôlées par les Vietcongs afin d'effrayer et d'annihiler la volonté des hommes enterrés dans des abris souterrains et les empêcher de se cacher dans la végétation grâce à l'emploi du napalm. En 1967, 2 139 000 tonnes de bombes sont lâchées soit davantage que pendant la Seconde Guerre mondiale sur tous les fronts ! Ce sont 2,9 M de tonnes qui sont utilisées l'année suivante et encore 2 M en 1972. L'offensive du Têt (nouvel an vietnamien), lancée par les Vietcongs appuyés par le Nord dans la nuit du 30-31 janvier 1968 montre l'inefficacité de cette stratégie. Les 500 000 soldats américains sont incapables d'empêcher l'attaque de Saigon, y compris de l'ambassade des États-Unis, et de nombreuses villes. Toutefois, les pertes communistes sont terribles : 40 000 morts contre 1100 Américains, 2500 soldats de Saigon et 15 000 civils. Si les années trente avaient inauguré l'ère de la guerre en direct (via la radio), la guerre du Vietnam voit celle de la télévision. Les chaînes CBS, NBC, ABC investissent 5 millions de \$ pour couvrir la guerre. Après l'offensive du Têt, le journaliste de CBS Walter Cronkite parle d'impasse. Si une majorité d'Américains soutient le but de la guerre, le doute sur la possibilité de l'emporter s'insinue.

Pour éviter que l'Asie du Sud-Est tombe aux mains des communistes selon la théorie des dominos, le gouvernement américain soutient des régimes autoritaires comme aux Philippines 1965-1986 avec Ferdinand Marcos et sa Bagong Lipunan, ou nouvelle société, à Singapour avec Lee Kwan-Yew (1959-1991) ou encore en Thaïlande ou en Indonésie après le remplacement de Sukarno favorable à la Chine par Suharto en 1965 (1965-1998). La révolution fomentée par la CIA se solde par un massacre des communistes du PKI (entre 300 000 et 1 M de morts) et le basculement de l'Insulinde vers le bloc occidental.

Au Moyen-Orient, les alliés arabes équipés d'armes soviétiques (Égypte et Syrie) sont écrasés pendant la guerre des Six Jours (juin 1967), les Mig soviétiques étant notamment surclassés par les Mirage français.

d – Un nouveau défi : le communisme multipolaire

Si l'URSS et la Chine populaire soutiennent les combats des forces anti-impérialistes, notamment celui du Vietnam d'Ho Chi Minh contre les États-Unis, la rupture entre les deux grands pays du communisme est consommée à partir du milieu des années 1960. Les Chinois déplorent l'attitude paternaliste des conseillers soviétiques paternaliste qui ont contesté la politique du Grand Bond en avant (1959-1961). Mao Zedong accuse Khrouchtchev de mollesse. Ce dernier se méfie de l'aventurisme chinois autant à l'égard de Formose (bombardement des îles taiwanaises de Quemoy et Matsu en 1958) et de l'Inde (conflit sino-indien sur le Tibet en 1959). Dès lors, la coopération sino-soviétique sur l'arme nucléaire entamée en 1955 est rompue. La rupture est consommée en 1963 avec le départ des experts soviétiques alors que Mao accuse l'URSS d'être incapable de diriger l'internationalisme prolétarien et la lutte anti-impérialiste dans le Tiers monde et de s'être embourgeoisée. Le mouvement communiste devient polycentrique se divisant entre partisans de l'URSS et partisans, moins nombreux, de la Chine. Celle-ci sort toutefois de son isolement à partir de la reconnaissance de la République populaire par la France gaullienne en 1964, année marquée aussi par le premier essai nucléaire

réussi par la Chine. Après le désastre économique et humain du Grand Bond en avant, la Chine se redresse avec le retour des cadres et des ingénieurs, justifié par Deng Xiaoping en 1962 : « Peu importe qu'un chat soit noir ou blanc, s'il attrape la souris, c'est un bon chat. » En 1965, la production de céréales atteint le niveau de 1957 (10 à 30% étant fourni par le lopin individuel). La reprise est aussi à l'œuvre dans l'industrie textile, le ciment, alors que le régime achète à l'extérieur des usines clés en main.

Toutefois, se sentant marginalisé, Mao Zedong avait prévenu en 1962 : « N'oubliez pas la lutte des classes ». En 1964, la parution de *Citations du président Mao* (Petit livre rouge), précède de deux ans le début de la révolution culturelle et arrête la reprise de l'économie. En 1970, l'indice de la production industrielle est à peine supérieur à celui qui avait été atteint en 1959. L'aile droite du PC chinois est mise en accusation. Les jeunes gardes rouges brandissent le petit livre rouge, dazibaos, humilient et lynchent les maîtres et professeurs, se livrent à la destruction du patrimoine chinois (livres et temples).

La Révolution culturelle (1966-1969) a un effet paradoxal : elle constitue un moment de repli sur soi meurtrier (au moins 7 millions de Chinois) mais conforte la position de la Chine comme nouveau centre révolutionnaire notamment parmi une fraction de la jeunesse occidentale. La séduction du maoïsme atteint son acmé avec mai 68. Plus de 250 000 exemplaires des *Citations du président Mao* sont vendus par les éditions du Seuil dans sa collection « Points Politique ». Le petit livre rouge devient le support de pratiques quotidiennes, de slogans, de séances d'autocritique, d'auto-émulation ou d'auto-exaltation. Le costume Mao et les quatre poches de sa veste symbolisant les quatre vertus (honnêteté, justice, propriété et humilité) devient en Europe et notamment en France symbole de contestation et de provocation quand il sert en Chine à embrigader et soumettre. La délégation d'intellectuels français partie en avril-mai 1974 en Chine et menée notamment par Julia Kristeva et Roland Barthes, atterrit à Orly vêtue du costume Mao. Des reportages édifiants sont publiés sur la Chine et notamment sur la Commune populaire mise en place lors du Grand Bond en avant y compris par les périodiques pour enfant du groupe Bayard (dossier Chine dans *Okapi* en janvier 1973).

Mai 68 est également un moment de dépassement et de contestation du communisme soviétique. Les « gauchistes » soixante-huitards sont aussi maoïstes et trotskystes (Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine en France). En Italie, certains étudiants se considèrent comme l'avant-garde du prolétariat. Ils veulent recréer un parti léniniste composé de révolutionnaires professionnels contre le PCI qui s'est, selon eux, embourgeoisé. Pour eux, la démocratie libérale n'est que l'expression du capitalisme. Ils ne veulent pas répéter le mai 68 français où le PCF avait refusé la révolution : il faut arracher les ouvriers des mains du PCI. Des groupes d'obédience diverse se constituent comme les maoïstes de *Servire il Popolo*, les léninistes orthodoxes d'*Avanguardia Operaia*. Le quotidien *Il Manifesto* fondé par des intellectuels incarne cette effervescence gauchiste.

La volonté de trouver d'autres voies pour le communisme gagne aussi le bloc de l'Est. En janvier 1968, Alexander Dubcek, un communiste réformateur, remplace Antonin Novotny à la tête de la Tchécoslovaquie, avec le soutien de Moscou. Il met en place des réformes économiques, notamment une plus grande autonomie de gestion accordée aux directeurs d'usine. Il lance également une libéralisation de la vie politique, met pas dans le même sens que Nagy. Dubcek ne souhaite pas une sortie de la Tchécoslovaquie du pacte de Varsovie, ni la remise en cause du rôle dirigeant du PC tchèque, même si la réforme suppose aussi une brèche

dans le monopartisme avec l'autorisation du parti socialiste. Il s'agit d'un banc d'essai pour l'URSS qui suscite les protestations des dirigeants est-allemands et bulgares. Le vent de liberté que projette le « Printemps de Prague » emporte les limites posées par Dubcek. Au mois d'août on envisage purement et simplement l'adoption du multipartisme pour construire le « socialisme à visage humain » promu par Dubcek. Les 20-21 août 1968, l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie (Hongrie, Pologne, Allemagne de l'Est et URSS) met fin au Printemps de Prague. Dubcek se voit reprocher de ne pas avoir tenu informé Moscou des évolutions. Contrairement à Nagy qui avait été jugé, condamné à mort et finalement pendu en 1958, Dubcek est destitué avant d'être exclu du PC et d'être soumis à une surveillance policière.

III – La fin du défi communiste entre Détente et Guerre fraîche (1968-1989)

1 – Une pause dans le défi communiste : la Détente

a – Réalisme politique et Arms Control

Si l'intervention des chars du Pacte de Varsovie à Prague ternit douze ans après Budapest l'image du bloc soviétique y compris chez des militants communistes, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont laissé faire, montrant une nouvelle fois leur acceptation des frontières de la Guerre froide. L'heure est à la Détente qui a commencé après la crise des fusées (octobre 1962) et a été d'abord matérialisée par l'installation d'une ligne directe de télécopieur entre la Maison blanche et le Kremlin en 1963, surnommé par la presse américaine le « téléphone rouge ». L'arrivée au pouvoir en 1969 de Richard Nixon conforte cette vision réaliste qui veut considérer d'abord, au-delà des antagonismes idéologiques, les relations entre puissances. En Europe occidentale, la politique étrangère du général de Gaulle exprime cette vision qui veut considérer derrière l'URSS, la Russie. Ses voyages dans le bloc de l'Est veulent réactiver les liens de la France avec l'Europe orientale notamment celui de juin-juillet 1966 en Union soviétique, suivi par la Pologne (1967) ou la Roumanie (1968). Toutefois, au-delà des accords commerciaux, la méfiance reste de mise. Après son discours à la Diète polonaise, de Gaulle se voit répondre par Gomulka que l'Europe est toujours divisée selon le clivage idéologique capitalisme/socialisme.

Dans le contexte beaucoup plus complexe de la question allemande, l'Ostpolitik menée par Willy Brandt s'inscrit dans cette optique plus conciliante. En tant que maire de Berlin-Ouest, l'ancien opposant au nazisme, a commencé à chercher à assouplir les relations avec l'Est. Devenu chancelier en 1969, il rompt avec la politique d'intransigeance menée par Adenauer et la CDU. Dès sa déclaration de gouvernement en octobre 1969, il évoque l'existence de deux États en Allemagne et plaide en faveur d'un rapprochement. Il signe des traités de paix avec l'URSS et la Pologne en 1970 par lesquels la RFA renonce à l'usage de la force pour modifier les frontières et reconnaît comme inviolable la ligne Oder-Neisse. Finalement le traité fondamental interallemand signé en décembre 1972 aboutit à la reconnaissance mutuelle des deux Allemagne et à l'envoi de représentations diplomatiques permanentes. Les deux États entrent à l'ONU l'année suivante.

Cette politique réaliste reçoit l'assentiment des deux grands et notamment des États-Unis. Élu en novembre 1968, le Républicain Richard Nixon et son conseiller à la Sécurité nationale Henry Kissinger veulent considérer les relations Est-Ouest comme des relations entre puissances dans le contexte difficile de la guerre du Vietnam et de la course aux armements. Il faut renoncer au *containment* et au *rollback* pour arriver à une stabilité dans les relations internationales d'un

monde pentapolaire (États-Unis, URSS, Europe, Chine et Japon). Ce qui n'empêche pas des initiatives comme l'entrée des troupes américaines au Cambodge pour faire front aux forces du Nord Vietnam ou le soutien de la CIA au coup d'État contre le président chilien Allende et ses alliés de gauche et d'extrême-gauche en septembre 1973.

Avec l'URSS, Nixon et Kissinger mènent une politique de désarmement et de contrôle de la prolifération nucléaire, car l'on avait atteint l'*overkill*, c'est-à-dire la possibilité de détruire plusieurs fois la planète. Les négociations aboutissent tout d'abord en mai 1972 avec les accords SALT (Strategic Arms Limitation Talks) I, un accord intérimaire valable pour 5 ans qui vise surtout à geler l'armement au niveau atteint, c'est à dire pour les ICBM (missiles basés à terre), 1054 (États-Unis), 1618 (URSS), pour les SLBM (missiles sur sous-marins), 710 (États-Unis), 950 (URSS) et les engins embarqués sur des bombardiers, 531 (États-Unis) et 140 (URSS). En juin 1979, alors que l'URSS commence à remonter de l'agressivité dans sa politique étrangère, les accords SALT II fixent des plafonds pour chaque grand : 2400, pour les vecteurs stratégiques, 1320 pour les missiles à têtes multiples et bombardiers lourds équipés de missiles de croisière à longue portée, 1200 pour les lanceurs de missiles à têtes multiples (MIRV) et 820 pour les lanceurs de missiles terrestres à têtes multiples (ICBM mirvés).

Nixon et Kissinger joue aussi de la configuration multipolaire du communisme. Alors que les relations entre l'URSS et la RPC se sont dégradées allant jusqu'à un conflit frontalier sur le fleuve Amour (1969), les États-Unis se rapprochent de la Chine à partir de 1970. En février 1972, Nixon se rend même en Chine pour y rencontrer Mao Zedong. Bien que des relations diplomatiques formelles ne soient pas encore mises en place, la déclaration finale insiste sur la coexistence pacifique, alors que des formes de coopération notamment de renseignement s'établissent.

b – Un réalisme qui échoue ?

La stabilité recherchée par la nouvelle approche du défi communiste mise en œuvre par Nixon et Kissinger qui devient secrétaire d'État de Nixon, puis de Ford (1973-1977), n'empêche pas l'avancée des forces communistes dans le Sud-Est asiatique. À partir du 13 mai 1968 des négociations s'ouvrent entre Américains et Vietnamiens et aboutissent aux accords de Paris (janvier 1973). Ils prévoient un cessez-le-feu et l'évacuation des troupes étrangères, c'est-à-dire américaines. Finalement, en mars 1975, l'offensive finale nord-vietnamienne renforcée par l'équipement soviétique est lancée et aboutit le 30 avril à la prise de Saïgon et à l'évacuation en catastrophe de l'ambassade américaine.

À l'intérieur du bloc socialiste, Leonid Brejnev qui a succédé à Khrouchtchev met en place la « doctrine de souveraineté limitée » reposant sur le droit d'intervention dans les affaires des démocraties populaires quand le socialisme est menacé. Concrètement, la « doctrine Brejnev » se manifeste par un durcissement des régimes, une chasse aux opposants et doctrine Brejnev : droit d'intervenir quand le socialisme est menacé. Le Comecon dont le fonctionnement était plutôt lâche est renforcé : la coopération poussée (il est même question d'intégration), des projets communs voient le jour comme celui du gazoduc dit de « l'amitié » à l'Est.

c – La comédie d’Helsinki (Raymond Aron)

La doctrine Brejnev n’empêche pas les puissances socialistes de participer à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ouverte en juillet 1973 à Helsinki et continuée ensuite à Genève au tour de trois thèmes ou « corbeilles » : les questions politiques et problèmes de sécurité, la coopération économique, scientifique, technique, la question de l’environnement et la liberté de circulation des idées et des hommes (droits de l’homme). Les 9 pays de la CEE autour du pôle franco-allemand sont les plus actifs à l’Ouest, les États-Unis se montrant plus réservés en raison notamment de l’affaire du Watergate qui aboutit en août 1974 par la démission de Nixon.

L’Acte final signé à Helsinki 1^{er} août 1975 par 33 pays européens et 2 nord-américains. Brejnev, Ford, VGE, Schmidt, Tito, Wilson sont présents. Les 110 pages et 5 chapitres ne sont pas un traité mais un engagement des signataires notamment au « non recours à menace et force », au « respect de la souveraineté des États », et, surtout, du point de vue occidental à la « reconnaissance des libertés fondamentales des hommes et la reconnaissance des minorités ». L’URSS semble reconnaître la doctrine des droits de l’homme même s’il est rappelé que la liberté de circulation des idées et des personnes doit respecter la législation nationale. À l’époque où la publication de *L’Archipel du Goulag* d’Alexandre Soljenitsyne (1974) confirme les réalités du système concentrationnaire soviétique, l’accord suscite à l’Ouest une certaine perplexité à l’image de Raymond Aron qui parle de « la comédie d’Helsinki ». A l’Est, les accords d’Helsinki sont présentés comme une « victoire du socialisme ». Ils sont même publiés par la presse dont la *Pravda* même si le Politburo comprend mal le sens des concessions. La CSCE a surtout pour but d’éloigner les États européens de l’alliance atlantique à un moment où les États-Unis sont affaiblis. Les dissidents qui à l’Est veulent faire appliquer les dispositions sur les droits de l’homme sont vite réprimés.

2 – La Guerre fraîche ou la nouvelle offensive du communisme

a – L’agressivité soviétique

L’URSS profite de l’affaiblissement américain, puis de la politique hésitante de Jimmy Carter (1977-1981), pour mener une politique offensive en Europe et en Asie qualifiée par Brejnev de « Guerre fraîche ». En 1977, l’URSS commence le déploiement des missiles SS 20 à moyenne portée capables théoriquement de détruire en 20 mn 450 objectifs fixes de l’OTAN. Les SS 20 s’inscrivent dans une stratégie de découplage entre Amérique et États-Unis puisqu’ils sont exclus des négociations SALT II qui ne considéraient pas les engins d’une portée inférieure à 5 500 km. Ils mettent en infériorité les défenses des États occidentaux menacés pour certains de « finlandisation », c’est-à-dire de passer sous l’influence soviétique d’autant qu’une partie de l’opinion publique de gauche, notamment en Allemagne, est gagnée par le pacifisme au nom du slogan : « Plutôt rouge que mort ! » Alors que depuis décembre 1979, le gouvernement américain a décidé l’installation des missiles Pershing II pour contrer les SS 20, l’appel de Kefeld qui s’y oppose réunit plus de 2,7 millions de signatures en Allemagne en 1980. En octobre 1981, puis en juin 1982, de grandes manifestations organisées par les Verts réunissent 300 000 personnes, notamment à Bonn.

Profitant du nouvel affaiblissement américain en Iran où 66 membres de l’ambassade sont pris en otage à Téhéran, l’URSS avance aussi vers l’Asie du Sud. En 1978, les communistes ont

pris le pouvoir en Afghanistan à la suite d'un coup d'État et leur gouvernement a signé un traité de coopération avec l'URSS au mois de décembre. Toutefois, les communistes afghans étaient divisés entre des factions ethniques et entre prochinois et prosoviétiques. En décembre 1979, les troupes soviétiques investissent Kaboul et mettent en place Babrak Kamal qui leur est favorable. Pour le pouvoir soviétique, l'intervention doit signaler un changement de rapport de force en faveur de l'URSS et du communisme orthodoxe. Elle est interprétée à l'Ouest et dans l'essentiel des pays arabo-musulmans comme une menace contre les Moyen-Orient et ses ressources pétrolières, le Pakistan et la continuation du dessein de Pierre le Grand : s'ouvrir un accès aux mers chaudes.

Dans le même temps, le communisme gagne des positions en Afrique notamment dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe. En 1969, une République populaire du Congo (Brazzaville) avait été proclamée. Mais ce sont surtout les guerres civiles suivant la décolonisation portugaise en Angola et Mozambique et les rivalités entre États et dictateurs de la Corne de l'Afrique qui favorise l'expansionnisme soviétique. Celui-ci se fait à partir d'une division du travail du communisme mondial : l'URSS fournit les armes, les experts et le matériel militaires, Cuba les troupes au sol et la RDA les formateurs des polices. Des régimes communistes sont installés en Angola où le MPLA est au pouvoir, au Mozambique avec le FRELIMO, en Éthiopie après le renversement de l'empereur Haïlé Sélassié (1974) et sous la dictature criminelle du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam (1977-1991). De même, le régime et les services secrets soviétiques soutiennent l'African National Congress (ANC) dans son combat contre l'apartheid et les « gendarmes katangais » qui, armés par le régime angolais, tentent de déstabiliser le régime de Mobutu en prenant la ville minière de Kolwezi et en y massacrant des Européens en mai 1978. Il faut une intervention aéroportée franco-belge avec le soutien logistique de l'armée américaine pour que Kolwezi soit libérée. Toutefois, l'URSS connaît aussi des revers. Après la guerre du Kippour (octobre 1973) pendant laquelle les armées arabes équipées d'armes soviétiques ont bousculé l'armée israélienne, le président égyptien Sadate rompt avec Moscou et se rapproche des États-Unis (1976) et signe même les accords de camp David (1978) scellant la paix avec Israël. De même, le dictateur somalien Siad Barre qui avait établi un régime socialiste en 1977 rompt avec l'URSS en 1977 et se rapproche des États-Unis lors de la guerre de l'Ogaden qui l'oppose à l'Éthiopie.

b – Entre génocide et adhésion à la démocratie : diversité des évolutions du défi communiste

Le défi multipolaire du communisme des années 1970 renvoie à des pratiques politiques très différentes allant de l'usage de la violence la plus absolue à l'acceptation de la démocratie parlementaire et de la construction européenne.

L'extension de la guerre du Vietnam aux pays voisins et la victoire du Vietnam du Nord développent l'antagonisme entre Chine populaire et Vietnam unifié au point qu'une courte guerre éclate sur la frontière entre les deux pays et est gagnée en 1979 par les troupes vietnamiennes. Mais l'extension du conflit a entraîné la déstabilisation du Cambodge et la prise du pouvoir par les Khmers rouges en 1975. Sous la direction de Pol Pot, ils établissent un régime de terreur, vident Phnom Penh de ses habitants, réduisent au travail forcé les « intellectuels » et « bourgeois », torturent et éliminent tous ceux qui ne peuvent être « rééduqués ». Le génocide cambodgien n'est arrêté qu'en 1979 par l'intervention de l'armée vietnamienne. Il a entraîné la mort de 20 % de la population : 1,7 M de morts sur 7,9 millions d'habitants. De son côté, le

régime vietnamien installe aussi un contrôle totalitaire sur tout son territoire, instaure un système de « rééducation » auquel tentent de fuir les « boat-people » qui fuient sur des embarcations de fortune.

La violence est aussi à l'ordre du jour en Europe où les groupes terroristes d'extrême-gauche veulent renouer avec l'esprit révolutionnaire du bolchevisme. En Italie, face au terrorisme noir pratiquant des attentats aveugles, les Brigades rouges et d'autres groupes armés pratiquent le vol à main armée, l'enlèvement de magistrats, l'assassinat ou la fusillade dans les jambes de cadres de l'industrie tout en cherchant à infiltrer les usines. Souvent composés d'étudiants, ces groupes se considèrent comme l'avant-garde du prolétariat et veulent « réveiller » le peuple par ces actions. En mars 1978, l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro, l'un des dirigeants de la démocratie chrétienne partisan du « compromis historique » avec le PCI, révoltent une majorité des Italiens. L'utilisation des repentis, l'action du général Dalla Chiesa permettent de mettre fin à la lutte armée au début des années 1980. En Allemagne la Fraction Armée Rouge (FAR), dite « bande à Baader », aidée comme les groupes armés italiens par les services secrets de l'Est, est beaucoup plus isolée, mais s'illustre tristement en 1977 par l'enlèvement et l'assassinat de Hanns Martin Schleyer, le chef du patronat allemand, combiné avec détournement d'un vol de la Lufthansa vers Mogadiscio en 1977 par des terroristes palestiniens qui réclament la libération des principaux leaders de la FAR. L'intervention de forces spéciales allemandes et britanniques met fin au détournement et entraînent le suicide en prison d'Andreas Baader et de deux de ses compagnons de lutte. Les mouvements d'extrême-gauche français ne connaissent pas cette évolution violente à l'instar de la Gauche prolétarienne qui renonce à l'action violente. Seule le groupuscule d'Action directe mène des actions criminelles comme l'assassinat du patron de Renault Georges Besse en 1986 avant d'être mis hors d'état de nuire un an plus tard.

Au début des années 1980, l'heure de la violence semble révolue en Europe de l'Ouest d'autant que les partis communistes d'Europe occidentale, à l'exception du PCF, ont pris leurs distances avec Moscou et veulent établir, avec l'Espagnol Santiago Carrillo et l'Italien Enrico Berlinguer, un eurocommunisme respectueux de la démocratie parlementaire et de la construction européenne.

c – Contre « l'empire du mal »

Si l'agressivité soviétique se nourrit de l'affaiblissement politique et économique des États-Unis et de la croyance dans le dogme de la « crise finale du capitalisme », Jimmy Carter, secondé par son conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, pose les bases et lance la contre-offensive poursuivie par son successeur républicain Ronald Reagan. Il décide le déploiement des missiles Pershing si l'URSS maintient les SS 20, soutient les programmes d'armement lourd, établit la « doctrine Carter » établissant une protection américaine sur le golfe persique. À l'exception de l'Iran, le Moyen-Orient est désormais sous influence américaine. L'administration Carter organise aussi le boycott des Jeux de Moscou qui doivent servir de vitrine au communisme soviétique en 1980. Il apporte aussi son soutien aux dissidents comme le physicien Andreï Sakharov prix Nobel de la paix 1975 et père de la bombe H soviétique.

Élu en novembre 1980, l'ancien acteur et gouverneur de Californie Ronald Reagan donne une coloration nettement idéologique à cette contre-offensive contre ce qu'il appelle dans un discours de 1983 « l'empire du mal ». Toute en restaurant le dynamisme de l'économie américaine par la mise en œuvre du tournant néolibéral, Reagan plaide pour l'installation des

Pershing en Allemagne. Il est aidé par son homologue français François Mitterrand qui, bien qu'ayant fait entrer quatre ministres communistes dans le gouvernement de Pierre Mauroy, reste un atlantiste convaincu. En janvier 1983, Mitterrand prononce un discours devant le Bundestag plaidant pour le déploiement. Il aide ainsi Helmut Kohl et la CDU à remporter les élections de mars. Au mois de novembre, le Bundestag vote pour le déploiement des euromissiles. Reagan peut ainsi compter sur la solidité de l'alliance atlantique, alors que les tensions restent fortes, notamment en août 1983 quand un Boeing coréen est abattu par la chasse soviétique alors qu'il survolait le Kamchatka. Reagan poursuit la lutte contre le communisme dans la chasse gardée américaine de l'Amérique centrale et des Caraïbes en aidant les Contras contre le régime sandiniste au Nicaragua ou intervenant sur l'île de la Grenade en 1983.

Surtout, en cette même année 1983, il lance le programme de l'Initiative de défense stratégique (IDS), appelé aussi « guerre des étoiles », visant à construire un bouclier de défense antimissiles à l'aide du réseau de satellites américains.

3 – L'automne du communisme

a – L'affaiblissement du marxisme comme paradigme intellectuel et modèle économique

Les années 1970 voient le renforcement de la critique du communisme comme un totalitarisme dans la lignée de l'ouvrage de H. Arendt *Les origines du totalitarisme* ou de Carl J. Friedrich et Zbigniew Brzezinski *Totalitarian Dictatorship and Autocracy* (1956). En France, les « nouveaux philosophes » comme Alain Glucksmann ou Bernard-Henri Lévy (*La Barbarie à visage humain*, 1977) reprennent une approche comparée du stalinisme et du nazisme. D'autres références nées du structuralisme ou d'approche déconstructiviste prennent le pas sur le marxisme (Derrida, Foucault). Les approches néolibérales ont le vent en poupe dans les sciences économiques (Hayek, Friedman).

En France, l'électorat du PCF se réduit dans les années 1980. Georges Marchais, candidat aux élections présidentielles en 1981 obtient 15,48% des voix, André Lajoinie plus que 6,86% sept ans plus tard. La fête de l'Humanité organisée au mois de septembre à La Courneuve connaît toujours un succès important moins pour le discours du secrétaire général que pour le concert des vedettes du rock qui se produisent contre un généreux cachet.

En Asie, l'ouverture économique de la Chine est à ce titre révélateur de l'échec économique du modèle communiste. Les quatre modernisations (industrie, agriculture, défense, science et technologie) et les quatre principes (fidélité au socialisme, dictature du prolétariat direction du parti communiste, fidélité à la pensée de Mao Zedong) mis en exergue par Deng Xiaoping dissocient la domination politique du PC chinois d'une ouverture économique aux investissements étrangers, notamment aux firmes capitalistes occidentales.

b – Le moment Gorbatchev : le défi de la Perestroïka

Malgré l'agressivité affichée depuis la seconde moitié des années 1970, qui fait écrire à Alain Minc en 1986 l'ouvrage *Le syndrome finlandais* prédisant la domination soviétique sur les pays de l'Europe occidentale, l'URSS est en grande difficulté.

L'économie est à bout de souffle et peine à fournir des biens de consommation. La question des nationalités commence à peser, notamment via l'écart entre les régimes démographiques des différentes républiques. En Pologne, le bras de fer avec le syndicat Solidarnosc et Lech Walesa

qui reçoivent le soutien du pape Jean-Paul II est finalement suspendu en juillet 1983. Le pouvoir du général Jaruzelski arrête l'état de siège instauré en 1981.

Surtout, à partir de mars 1985, le PCUS est dirigé par un nouveau et jeune secrétaire Mikhaïl Gorbatchev, né en 1931. Il doit immédiatement faire face à deux défis : la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl en avril 1986 et l'enlèvement des troupes soviétiques en Afghanistan. Il lance l'année suivante une politique reposant sur la Perestroïka et la Glasnost (reconstruction et transparence) qui suppose de nouveaux rapports au monde. Dans le livre intitulé *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde* paru en 1987, un chapitre est consacré à « l'Europe et la politique étrangère soviétique » dans lequel Gorbatchev affirme : « L'Europe est notre maison commune ». Le nouveau secrétaire général veut abandonner l'épreuve de force dans les relations internationales pour revenir à la négociation au nom d'un « humanisme socialiste qui rejette tout recours à la force ». En février 1988, il annonce le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, effectif en février 1989. La volonté de dialoguer avec l'Ouest passe aussi par le désarmement, notamment après une première rencontre avec R. Reagan au sommet de Reykjavik (1986) et aboutit au traité de Washington sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (1987) conduisant au retrait des euromissiles.

En Europe, des négociations avec la CEE ont lieu à partir d'avril 1987 sur le thème de la « maison commune ». Héritage chrétien commun et appartenance de la Russie à l'histoire de la Grande Europe et aboutissent à un accord signé en juin 1988 entre CEE et Comecon.

c – La fin spectaculaire du défi communiste

En novembre 1989, un accord commercial entre l'URSS et la CEE est signé et prévoit l'élimination progressive des restrictions quantitatives pour l'entrée des produits européens en URSS. Toutefois, la perestroïka a divisé dans le bloc socialiste, Erich Honecker et les dirigeants de la RDA s'y étant notamment opposés. Or, la stagnation de l'économie est-allemande, l'absence de réforme politique ont entraîné la fuite à l'été d'Allemands de l'Est qui passe par la Hongrie pour gagner vers l'Ouest par la Hongrie. Un compromis a été trouvé en Pologne qui adopte le pluralisme syndical et des élections pluralistes en juin. En RDA, le mouvement du « nouveau forum » est lancé en septembre. Honecker est écarté le 18 octobre, et remplacé par Egon Krenz. Le soir du 9 novembre, la décision d'ouvrir les frontières est prise. C'est la fin du mur de Berlin qui commence à être détruit. Partout, dans le bloc socialiste des gouvernements pluralistes sont mis en place parfois de manière dramatique comme en Roumanie où les époux Ceaucescu sont jugés et exécutés sommairement le 25 décembre 1989. Même si au mois de juin, l'armée chinoise a écrasé les manifestants, principalement étudiants, qui occupaient la place Tian'anmen à Pékin, si le régime castriste tient bon à la Havane, les télévisions du monde entier diffusent le spectacle de la fin précipitée du défi communiste parachevé par l'implosion de l'URSS en 1991.

Conclusion

À l'été 1989, le politiste américain Francis Fukuyama publie un article dans la revue *The National Interest* intitulé « The End of History ? ». Il y explique que, contrairement à la philosophie de l'histoire marxiste, la fin de l'histoire est marquée par la victoire finale de la démocratie libérale, même si, note-t-il, des conflits militaires peuvent encore survenir. Si son

collègue Samuel Huntington réplique vite avec sa théorie du « choc des civilisations » qui remplacerait l'affrontement entre le capitalisme et le communisme, Fukuyama a acté avant la chute du mur la fin de ce que François Furet appellera « le passé d'une illusion » (1995) dont Stéphane Courtois instruira les crimes deux ans plus tard dans *Le livre noir du communisme*.

Il n'en reste pas moins que le défi communiste a, de 1919 à 1989, contribué à bâtir le monde du « court vingtième siècle ». D'abord, en construisant une nouvelle forme d'État, très vite totalitaire, proposant un système politique, social, économique et culturel inspiré du marxisme-léninisme. Un État, l'URSS, promouvant la révolution dans le monde même s'il doit rester sur la défensive jusqu'au milieu de la Seconde Guerre mondiale. Le modèle a suscité autant l'adhésion que la division dans les organisations ouvrières et servi d'ennemi idéal aux fascismes et aux diverses formes d'autoritarisme.

L'URSS entretient aussi la subversion dans les relations internationales même si elle réussit à s'y insérer en usant au besoin de la duplicité. La Seconde Guerre mondiale lui confère un immense prestige ainsi qu'à son leader Joseph Staline. Elle en fait aussi une superpuissance à l'égal des États-Unis contre lesquels elle s'engage dans une nouvelle forme de conflit, « la Guerre froide » à partir de 1947. S'ouvre une période d'expansion mondiale du défi communiste, notamment en Europe centrale et orientale et en Asie de l'Est, marquée par la concurrence des modèles, la course aux armements et les conflits périphériques. Si le communisme avance au Vietnam, il est aussi marqué par des fracturations à partir du début des années 1960 qui le voient devenir multipolaire.

Les vingt dernières années du défi communiste sont paradoxales. D'un côté, les années 1970 sont marquées, malgré la Détente, par l'agressivité de l'URSS dont les dirigeants veulent profiter de l'affaiblissement des États-Unis et restent convaincus de l'imminence de la crise finale du capitalisme. De même, le défi communiste s'étend à l'Afrique. Mais, à partir du début des années 1980, l'enlisement soviétique en Afghanistan, les difficultés économiques du bloc soviétique, la contre-offensive de l'Amérique de Reagan et, *last but not least*, la perte d'influence du marxisme, transforme ce défi en tentative de survie qui semble avoir échoué à la fin de la décennie.

Même si aujourd'hui, une grande puissance mondiale comme la Chine est toujours dirigée de manière totalitaire par un puissant parti communiste, d'autres défis, comme l'environnement, l'autoritarisme ou le fondamentalisme, ont remplacé le défi communiste et contribuent à structurer le monde du XXI^e siècle.